

Des politiciens hors-sol déconnectés de la réalité.

Article rédigé par *Guillaume de Thieulloy*, le 03 novembre 2016



[Source : les 4 vérités]

Nous vivons décidément « une époque épatante » !

La caste jacassante continue à organiser des tempêtes dans des verres d'eau, sans aucun rapport avec la réalité. Pen-dant que cette réalité se dégrade d'heure en heure, que ce soit sur le plan sécuritaire, sur le plan identitaire, sur le plan économique ou sur le plan social...

En matière de débat surréaliste, nous avons récemment eu droit à l'alerte enlèvement politiquement incorrecte. Un père ayant enlevé son enfant à son ex-compagne qui s'était enfuie, pour fuir les coups de son ancien concubin (voilà qui est tristement révélateur de l'état de la famille sous la paternelle magistrature de M. Hollande !), se trouvait être noir de peau. On pourrait naïvement penser qu'il s'agit là d'un signe distinctif utile à mentionner dans un avis de recherche. Eh bien, le ministère de la Justice s'y reprit à trois fois pour communiquer ce signe distinctif sans apparaître « raciste » !

L'intéressé fut successivement désigné comme « individu de race noire », puis comme « individu à la peau noire », et enfin comme « individu de couleur noire ».

Je dois avouer que je ne comprends pas bien la différence entre tous ces qualificatifs. À mon humble avis, le problème se pose plutôt dans les cervelles de nos brillantes « élites ». Je ne vois absolument pas pourquoi parler de « race noire » impliquerait nécessairement d'être raciste. Cela pourrait fort bien être une observation n'impliquant aucun jugement de valeur, ni, a fortiori, aucune prétention à la supériorité d'une race sur une autre...

Mais que de telles fariboles occupent les dirigeants pendant 24 heures en dit, en tout cas, long sur leur déconnexion du monde réel.

Parmi les dirigeants les plus déconnectés du monde réel, il faut faire une mention spéciale de François Hollande. À la fois parce qu'il siège au sommet de cette hiérarchie de charlatans et parce qu'il est lui-même un charlatan de première catégorie.

Le monde politique ne bruisse que du dernier livre de deux journalistes du « Monde », reçus pendant des dizaines d'heures par celui qu'on ose à peine appeler « chef de l'État », et intitulé : « Un président ne devrait pas parler comme ça. » Je ne l'ai pas encore lu, seulement feuilleté. Mais cela m'a semblé édifiant.

J'ignore la stratégie politique qu'il y a derrière ce livre et n'arrive même pas à en imaginer une. Mais le personnage qui se révèle dans ces pages est une caricature monstrueuse de notre époque : dépourvu de toute racine un tant soit peu profonde, plongé dans la contemplation de son ego, et indifférent au reste du monde.

Cela aurait dû suffire à le disqualifier pour la magistrature suprême, qui devrait exiger des aptitudes psychologiques minimales.

Mais le pire est sans doute sa revendication inlassable de transparence, à la mode anglo-saxonne (mais sans les médias indépendants capables de forcer les politiciens à reconnaître les faits qu'ils voudraient cacher sous le tapis). Nos confrères du « Bulletin d'André Noël » ont pointé du doigt, avec raison, le scandale des révélations inconséquentes de secrets d'État à des journalistes. Est-il normal qu'un chef des armées parle en public des éliminations physiques de terroristes qu'il a lui-même ordonnées ? Comme l'a fait remarquer Jean-Luc Mélenchon, c'est un acte qui peut envoyer M. Hollande devant le Tri-bunal pénal international.

Plus grave encore, c'est un acte qui peut mettre en danger la vie de nos soldats sur le terrain. C'est la lourde responsabilité d'un chef des armées d'ordonner ce genre d'actes que la morale commune réproouve, mais que le service du bien commun peut exiger. Mais s'en servir pour se faire « mousser » est vraiment pathétique !

Pendant la débâcle, les querelles politiciennes continuent. Les dirigeants de la droite et du centre, incapables de proposer une véritable alternance au socialisme, s'étripent ainsi en public, pour la plus grande joie des socialistes.

M. Lagarde, chef de file de l'UDI, a déclaré qu'il ne soutiendrait pas M. Sarkozy, si ce dernier gagnait les primaires. Manière de soutenir M. Juppé qui a les préférences des centristes. Non sans raison, M. Sarkozy s'est indigné, contre ce « mauvais joueur » (mais n'est-ce pas lui qui avait fixé les règles de la primaire, notamment pour piéger les centristes et les forcer à le soutenir ?).

Faut-il leur rappeler à tous que nous nous moquons comme d'une guigne de leurs egos et de leurs querelles personnelles ? Nous ne voulons qu'une chose pour 2017 : être débarrassés, une fois pour toutes, du socialisme – y compris celui « de droite » !